

BWENAN'DO

retour à la case départ?

LE PREMIER JOURNAL DE KANAKY

100f

N°4-1 AOÛT 1985

HEBDOMADAIRE

Il y a 5 ans, le 30 juillet 1980



Célébration du 1er Anniversaire de l'indépendance - Vila 30.07.81

Troupes de Papouasie Nelle Guinée venu mater la rébellion de Santo en 1980.

NAISSAIT le VANUATU

Je serre les poings !

Les deux premiers numéros de BWENANDO sont significatifs.
Numéro zéro : La photo d'Eloi en grand et ce slogan «La consigne demeure»!
Numéro un : «UKEIWE n'existe plus à Lifou».

Quels symboles -

Pour nous, c'est un ballon d'oxygène Enfin, on respire mieux face à l'information réactionnaire et fasciste, nous avons maintenant notre journal.

- Eloi, nous te suivons !
- UKEIWE, nous te haïssons !

Eloi, tu as laissé tes deux enfants qui pleuraient à Nakéty, sur ta tombe.

Nous étions là avec toi. Pour nous, tu n'es pas mort !

UKEIWE, tu gagnes 1 million CFP par mois, et pendant ce temps, tu fais garder ta maison vide de la Vallée du Tir par l'armée coloniale.

Mais tu vois, avec ta peau noire et ton masque blanc (référence au livre de Franz FANON qui explique bien ce que c'est un fantoche comme toi), nous t'avons jugé par ton comportement.

Tu n'es pas des nôtres !

De toute façon, tu finiras ta vie à Paris.

Et nous en Kanaky.

Signé : Un frère du FLNKS.

P.S. : Et longue vie à BWENANDO, notre premier journal !

BWENANDO

Le premier journal de Kanaky
BP 1671 - NOUMEA
Directeur de la publication:
Léopold JOREDIE

BWENANDO

est tiré à 3.000 exemplaires
sur les presses d'I.C.P.

ABONNEMENTS

Abonnement de soutien :

10.000 F

Nelle Calédonie :

1 an : 5.000 F CFP

6 mois : 2.500 F CFP

FRANCE :

Avion, 1 an : 7.850 F CFP

VANUATU :

Avion, 1 an : 6.250 F CFP

AUSTRALIE - Nelle ZELANDE :

Avion, 1 an : 6.450 F CFP

POLYNESIE FRANCAISE :

Avion, 1 an : 6.150 F CFP

WALLIS - FUTUNA :

Avion, 1 an : 5.450 F CFP

EUROPE :

Avion, 1 an : 8.850 F CFP

AMERIQUE :

Avion, 1 an : 8.150 F CFP

Pour tout autre pays ou acheminement par voie de surface, nous consulter.

HALTE A LE PEN

Île des Pins, le 28.07.85

Comité de Lutte Île des Pins

à

Journal «BWENANDO» BP 1671 Nouméa - Kanaky -

- Vu le manque d'abonnés «BWENANDO»

- Vu que Monsieur JM LE PEN doit passer obligatoirement à l'Île des Pins, à cause de son Secrétaire général François NEOERE.

Nous avons cru plus utile d'obtenir le plus de signataires possibles de cette manière ; cela pour marquer notre désapprobation à cette venue qui risque d'entraîner de graves conséquences.

Faire paraître au BWENANDO

Merci.

P.S. : 84 signataires.

N.D.L.R.:

Les militants FLNKS de l'Île des Pins ont trouvé une bonne formule pour la pétition "HALTE A LE PEN". Au lieu de découper le bandeau sur le journal, ils ont fait signer les gens avec leurs noms et adresse.

Une formule à retenir pour les autres comités de lutte.

Faites parvenir au Journal le maximum de signatures pour contrer la venue du fasciste-raciste LE PEN en Kanaky.

ON FAIT CE QU'ON PEUT!

D'abord parce que ça coûtera peu de ball ensuite parce que sans ball, on risque pas de se faire des trous dans la peau, et enfin parce que sans trous de ball on ne craint plus les visées de ceux dont on a plein le dos.

Votre dévoué serviteur
L'AFFREUX JOJO

(Les Nouvelles du 27/07/85)

Entre le ragoût de roussettes et la caresse du boyau sur le coltar de Mouirange, la "culture" caldoche se porte bien, comme vous pouvez l'apprécier. Ca fait même dans l'humour, façon "chapeau de paille et botte cloutée". Vous me direz que ça fait un peu "plouc" devant les "zoreilles" mais vous savez, au prix où se trouve le "Canard Enchaîné" dans les Kiosques de la place, les minettes caldoches sont bien obligées de se rabattre sur les journalistiques aboiements de leur affreux toutou issu d'un croisement bâtard entre Jean DUTOUR et BOULANZOU.

Moralité de l'Affreux Jojo : "Je veux bien me faire en..ler, mais par un "froncé" !

LA CONNERIE ORDINAIRE

L'UN DE NOS TWIN POUR LES PAPOUS



APRES 20521 HEURES DE VOL EN CALEDONIE
UN TWIN-OTTER
D'AIRCAL VENDU EN
PAPOUASIE
NOUVELLE-GUINEE

Il y a cinq ans, ce matin, avec Eric Souza et Dominique Leonardi, le directeur d'AirCal, ce sera son premier vol sur le Vanuatu.

C'est Félix Lanet qui a piloté pour son dernier vol commercial aux couleurs d'AirCal, le 14 juillet en provenance de l'Île des Pins.



Les "Nouvelles" du 24.07. Sur la photo de gauche, on peut lire en "Une" qu'un de nos TWIN-OTTER va atterrir chez les Papous.

C'est annoncé de manière si lapidaire qu'on a l'impression que c'est un cadeau qu'on leur fait. Les pauvres, ils sont tellement mal lotis qu'on est même obligé de leur refiler un de nos avions. Vous tournez la page et vous vous rendez compte (photo de droite) qu'en fait la Papouasie-Nelle Quinéa va "acheter" cet avion à la compagnie AIRCAL. Nuance.

Très subtil, n'est-ce-pas ?! Car enfin, ils auraient pu l'annoncer dès la première page, et nous épargner ce petit racisme à la "Tintin et Milou".

Les "Nouvelles", ça fonctionne d'abord avec ce genre de petites saloperies.

THIO ASSIEGE:

comme un air d'Afrique du Sud...

Ils sont venus à la nuit tombée, par convois de camions bâchés, et on pouvait voir les canons de leur P.M briller sous les reflets de la lune. Après avoir pris position autour des quartiers noirs et quadrillé les points stratégiques de la ville, ils ont commencé l'opération de nettoyage des secteurs rebelles, bloc par bloc, rue par rue, maison par maison. Sections d'élite en tête, appuyés par des engins blindés et des troupes héliportées en soutien logistique, ils ont pénétré de force dans les habitations pour en faire sortir "l'activiste". Les soldats se sont acharnés à massacer des femmes et des enfants à coup de crosses et de matraques et les officiers prenaient un malin plaisir à tenir en joue, à bout portant, des militants couchés à même le sol. Le premier instant de panique passé, les gens ont commencé à s'organiser et à riposter à coup de cailloux et de bouteilles contre la soldatesque qui a alors intensifié la répression en usant de grenades offensives. Et puis soudain leurs P.M ont commencé à crétiter dans la nuit, l'air résonnait de l'écho des balles qui frappaient la tôle des baraquements. On signalait très vite des blessés, difficile de vérifier s'il y avait déjà des morts. On s'attend à une réaction des pays de la région contre ce nouvel acte de guerre caractérisé contre des populations civiles. Devant l'aggravation de la situation, un rétablissement de l'état d'urgence est à craindre...

- Non, ce n'est pas une dépêche de l'AFP relatant la énième opération des chiens de garde de l'apartheid contre les populations noires d'une

"township" en Afrique du Sud. NON! CELA SE PASSAIT A THIO, DANS LA TRIBU DE SAINT-PHILIPPO II, LUNDI 29 JUILLET A 20 HEURES. CES "VIOLATIONS DELIBERES DES DROITS DE L'HOMME" SONT PERPETREES EN CE MOMENT EN KANAKY PAR CEUX-LA MEMES QUI VIENNENT DE FAIRE ADOPTER PAR LE CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES UNE RESOLUTION CONDAMNANT "FERMEMENT" LE REGIME DE L'APARTHEID EN AFRIQUE DU SUD ET METTANT LES RACISTES DE PRETORIA AU BAN DES NATIONS.

Ce qui nous étonne singulièrement dans cette affaire n'est pas tant le cynisme et l'hypocrisie de la France, qui n'est d'ailleurs pas la seule puissance à vouloir se refaire opportunément une nouvelle virginité sur le dos des gosses noirs de Sowéto, que des résultats escomptés par le pouvoir colonial à engager délibérément une telle épreuve de force avec le FLNKS. Le gouvernement a intérêt plus que quiconque à ce que les prochaines élections se fassent avec le maximum de crédibilité pour un pouvoir qui ne peut même plus se payer le luxe d'un "mini-18 Novembre". Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il n'en prend pas le bon chemin!

Test destiné à dissuader les "durs" du FLNKS avant les élections? C'est risquer beaucoup pour des résultats très aléatoires. Gages donnés à la droite? Ce serait éminemment grottesque, compte tenu des positions tactiques du RPCR qui s'installe tranquillement dans une stratégie d'attente de l'alternance en 86. Un petit coup de pouce pour accréditer la "3ème voie"? Drôle de parrainage pour des réformistes qui cultivent jalousement leur look "non-violent"!

On se perd encore plus conjectures lorsqu'on se prend à spéculer sur les luttes de pouvoir qui opposeraient Wibaux à Pisani ! La seule chose qui semble claire, c'est que le gouvernement socialiste se trouve confronté à des défis de plus en plus redoutables dans la gestion des intérêts impérialistes de la France dans les colonies. L'agression brutale de Thio intervient, il ne faut pas l'oublier, dans un contexte très difficile pour le gouvernement colonial qui vient de subir une défaite humiliante en Guadeloupe après la libération de Georges FAISANS, d'essuyer un échec diplomatique après l'accueil glacial réservé à J.M BAYLET, Secrétaire d'Etat aux Affaires Extérieures, par les Etats de la Mélanésie, et qui va devoir subir la fronde de tous les Etats de la Région lors du prochain Forum du Pacifique Sud, contre la poursuite des essais nucléaires à Moururoa et le maintien de la domination coloniale sur Kanaky.

L'espèce de pacte de non agression signée par la droite et la gauche en France au terme du "débat parlementaire" sur un projet de "normalisation -transition" qui finalement fait l'affaire de tout le monde, démontre bien que toutes ces parties apparemment antagonistes sont prêts à tout moment à faire l'union sacrée si "les intérêts supérieurs" de la France sont globalement menacés par la "contagion indépendantiste".

Thio est plus qu'un symbole pour des milliers d'indépendantistes dans les "DOM-TOM". C'est un virus dont on ne se remet pas.

THIO EN OTAGE!



TEMOIGNAGE D'UNE MILITANTE

Lundi 29 juillet -

"... Il était 20 h ce lundi 29 juillet 1985 lorsqu'un escadron d'une dizaine de mobiles s'introduit dans la maison de M. Mathieu MOINDOU.

Toute la famille se trouvait à cette heure-là devant leur télévision lorsque quatre gendarmes ont fait irruption dans le salon, tandis que leurs autres camarades encerclaient la maison. A ce moment-là, le propriétaire des lieux leur demande ce qu'ils venaient faire, mais personne ne lui répondit. Avec son frère et quelques membres de la famille, ils les repoussèrent sur la route. De là, les gendarmes mobiles ripostèrent à l'aide de grenades offensives et juste après d'une rafale de mitraillettes.

Débordé par tout ce qui venait de se passer, une personne de la tribu tira un coup de fusil d'avertissement. Comme tout ce grand bruit a réveillé presque tous les gens de Thio, les militants FLNKS se sont retrouvés dans la tribu et suite aux discussions, les militants ont décidé de remettre les barrages en place. Il était 20 h 30 mn lorsque les barrages furent en place.

Depuis le 18 novembre, nous avions des fusils en notre possession que nous n'avions jamais eu l'occasion d'utiliser. Mais suite à toutes ces interventions des forces de l'ordre (ce qui vient de se passer) dans nos tribus, une fois encore, c'en est

trop, c'est pourquoi les militants FLNKS se sont remobilisés.

Mardi 30 juillet -

Le Comité de Lutte FLNKS Thio s'est réuni et a pris la décision de faire un cahier de revendications dans lequel 4 points ont été précisés :

1 - Le départ immédiat de l'escadron de mobiles.

2 - L'expulsion des 4 gendarmes qui ont pénétré de nuit par la force dans la maison des MOINDOU.

3 - La journée ainsi que la nuit ont été calmes, on a attendu que les autorités viennent discuter. Ils ne sont pas venus.

4 - Le Comité de lutte FLNKS de Thio est déterminé à adopter une position identique à celle du 18 novembre 1984.

Mercredi 31 juillet -

Mais au matin du 31 juillet, à 8 h 30, ils chargèrent nos barrages et entrèrent dans la tribu par la force avec leurs moyens habituels (grenades offensives, grenades lacrymogènes, voitures blindées etc...).

Ils nous attaquèrent pendant 2 h, c'est-à-dire jusqu'à 10 h.

Les militants se sauvèrent dans les écoles, malgré cela, les forces de l'ordre utilisèrent leurs grenades contre les enfants qui s'y trouvaient..."

Le Bilan de l'opération de gendarmerie menée par 400 hommes en

armes s'élève provisoirement à 4 arrestations dont : MOINDOU Luc - MOINDOU Julien - MOINDOU Denis - NON-MOARA François - TOURA Mathéo - et 2 blessés légers : MOINDOU Joséphine déjà blessée dans la soirée du 29 et NONMOIRA Victorin.

A l'heure où nous parvennent ces informations, le commandant de brigade de Thio faisait savoir aux militants FLNKS sur place que le Délégué de Gouvernement ne pouvait pas donner satisfaction à leur cahier de revendications. Face à cette position, le comité de Lutte de Thio a pris la décision d'arrêter les activités du centre minier jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

A l'heure où le FLNKS prépare activement les élections régionales, on peut se poser la question de savoir si le Gouvernement Socialiste n'est pas entrain de fuir ses responsabilités en essayant de faire boycotter les élections par le FLNKS pour refiler le Bébé à la prochaine majorité. La gravité de la situation sur le terrain contraste singulièrement avec la volonté affichée par les pouvoirs publics d'oeuvrer pour le retour au calme sur le Territoire. Il est évident, compte tenu des données politiques et stratégiques qui font de Thio une région "à part", que les risques de dérapage sont à redouter des deux côtés. Si tel était bien le projet machiavélique du Gouvernement français, il prendrait seul la responsabilité d'une nouvelle flambée de violence.

THIO: retour à la case départ?

COMMUNIQUE DE PRESSE

Jugeant la situation extrêmement grave, et devant l'acte de guerre perpétré par l'armée coloniale lundi soir à THIO, et face aux actions répressives qui se poursuivent à l'heure qu'il est, le Bureau Politique du FLNKS :

1 - Décide que l'ensemble du FLNKS reprenne à son compte les revendications du Comité de Lutte de THIO.

2 - Appelle à la mobilisation de tous les comités de lutte de KANAKY et encourage des actions de soutien et de solidarité aux camarades de THIO.

3 - Dénonce solennellement l'hypocrisie du Gouvernement Français qui d'un côté proclame la volonté d'apaisement, et de l'autre intensifie les actes de répression contre les Kanak.

4 - Alerte l'opinion Internationale, et en particulier les Etats membres du Forum du Pacifique Sud, sur les agissements criminels de la France qui prétend défendre les Droits de l'Homme en Afrique du Sud, alors qu'elle les bafoue dans ses colonies.

LE BUREAU POLITIQUE DU FLNKS
Nouméa, le 31 juillet 1985.



usilim si eiev insisitudo xusvstj
-es Jninq amroc oave sénijem si ob
-éi sh nuc ob adibol i ob lafoue
-enjibol si la amroa shuvald'isq
- Thio, le 30 juillet 1985.

Communiqué FLNKS Thio

Suite à l'intervention des gendarmes mobiles dans la nuit du 29 juillet au sein de la tribu de Saint-Philippe II, le comité de Lutte FLNKS de Thio et la population kanak protestent contre la pénétration des forces de l'ordre dans l'enceinte de la Chefferie et dénoncent l'utilisation des grenades offensives et des armes à feu blessant gravement 2 sujets de la tribu, sans défense. Si de nouvelles interventions se renouvellent, le Comité de Lutte FLNKS de Thio est déterminé à adopter une position identique à celle du 18 novembre 1984, et exige le départ immédiat de l'escadron mobile et des 4 gendarmes responsables des actions barbares.

LE COMITE DE LUTTE FLNKS DE THIO.



TELEGRAMME AU FORUM DU PACIFIQUE

Brutale aggravation de la situation en KANAKY suite opération militaire menée par 400 mobiles appuyés par sections parachutistes, blindés, hélicoptères contre population civile des tribus de THIO.

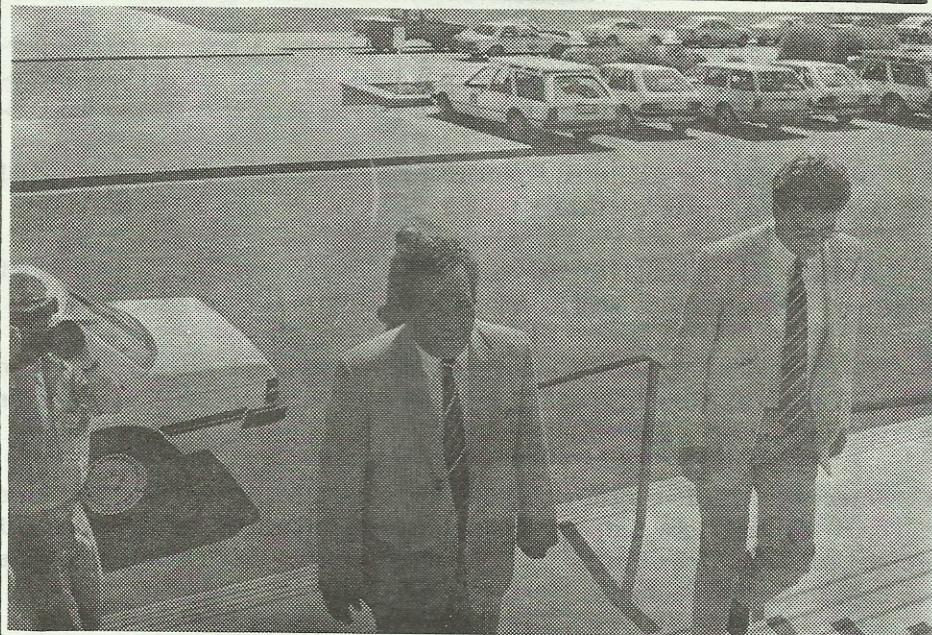
Déplorons tirs armes automatiques, grenades offensives, plusieurs blessés, nombreuses arrestations.

Demandons au Forum de prendre acte dans condamnation politique coloniale de la France en KANAKY.

GOVERNEMENT PROVISOIRE DE KANAKY
BUREAU POLITIQUE DU FLNKS



J.M. TJIBAOU en AOTEAROA (N.Z.)



Lors d'un précédent séjour en Australie, J.M. TJIBAOU s'apprête à rencontrer le Premier Ministre Bob HAWKE à Canberra.

Dans le prolongement de la tournée que vient d'effectuer Yann Célestin UREGEI, Ministre des Relations Extérieures (actuellement aux Iles Cook pour assister au 16ème Forum du Pacifique), Jean-Marie TJIBAOU, Président du Gouvernement Provisoire de Kanaky, s'est rendu à son tour en AOTEAROA (Nelle-Zélande), à l'invitation officielle du Gouvernement Néo-Zélandais.

Ce voyage s'annonce particulièrement important à la veille du Forum de Rarotonga, car la position qu'adoptera la Nelle Zélande y sera déterminante, dans la mesure où le gouvernement de David LANGE a déjà assuré aux représentants du peuple kanak que la Nelle Zélande favoriserait par tous les moyens la recherche d'un consensus et qu'elle ne ferait pas d'obstruction aux revendications du FLNKS.

Des réserves subsistent certes, du côté des "Kiwis", notamment sur

l'opportunité de porter la question de Kanaky au niveau des Nations Unies, par le biais de l'inscription sur la liste du Comité de Décolonisation.

La visite de Jean-Marie TJIBAOU devrait contribuer à clarifier les positions réciproques et amener nos voisins à comprendre que la garantie d'un Pacifique dénucléarisé, stable et en paix durable passe nécessairement par l'Indépendance de Kanaky.

Il reste que cette invitation constitue un camouflet de plus pour la droite coloniale et l'Administration française qui cherchent désespérément à "marginaliser" le FLNKS.

L'ouverture de la Nelle Zélande devrait enfin inciter les autres Etats de la région encore circonspects et hésitants à s'engager dans une voie résolument constructive et positive aux côtés du peuple kanak.

Radio Cacotier

Un ami de passage à Tahiti pendant le Festival des Arts nous a fait part de son grand étonnement de voir que des caldoches faisant partie de la délégation calédonienne étaient logés à l'Hôtel Pacifique, avec climatiseur, eau chaude et piscine, alors que les Kanak dormaient sur des matelas dans des

classes.

Remarquez que ça reflète bien la culture caldoche. On attire la clientèle en faisant danser les Kanak et on en profite pour faire des affaires. Et le soir, les affairistes dorment à l'Hôtel et les singes dans les classes.

C'est un bilan positif, non ?!

YATE

REGION CENTRE SUD

Chez nous, on prépare activement les élections régionales. Recensement des non-inscrits, des jeunes, des traditionnels abstentionnistes, démarches pour les bulletins n°1, préparation des procurations.

A cet effet, la région FABIUS Centre-Sud tenait sa 2ème réunion depuis le congrès de Hienghène ce samedi 27 juillet 85 à Vao commune de Yaté. Après les cérémonies traditionnelles d'accueil par les notables et Conseil des Anciens, les travaux débutaient vers le milieu de la matinée avec comme point essentiel de l'ordre du jour la répartition des sièges et la désignation des candidats pour la liste



FLNKS. Pour maintenir l'unité, les délégués ont décidé que toutes les décisions, y compris l'adoption finale de la liste se prennent par consensus. La réunion s'étant terminée très tard, la suite de l'ordre du jour sera traitée à la prochaine réunion dans la région FABIUS qui se tiendra à Houailou le jeudi 15 août 1985. Mais d'ores et déjà, nous pouvons retenir que la répartition des candidats sur les listes a pu faire l'objet d'un accord entre les délégués des trois Régions-Kanaky concernées, AJIE, XABACUU, DRUMBEA.

La répartition des candidats sur la liste ainsi que les noms seront communiqués définitivement après la réunion de Houailou.



CONGRES DU P.S.C.

TABLE UNIO LES 10 et 11 AOUT 1985

SAMEDI 10 AOUT

8H à 9H Rassemblement à Table Unio. Préparation de la coutume. Dépot des motions du Bureau Exécutif et des sections de base.

9H Coutume d'ouverture du Congrès

9H à 10H Bilan du PSC depuis congrès de Tégon.

- Bilan du Bureau Exécutif
- Bilan des Sections de base
- Bilan des élus
- Bilan financier

10H à 12H a) Bilan du F.I. et du FLNKS

b) Informations sur les conventions, Congrès et Bureau Politique du FLNKS

c) Informations sur la loi Gouvernementale

- Conseil des régions
- Congrès
- Exécutif
- Ordonnances

12H Repas

13H 30MN EXPOSE DES MOTIONS Ces motions, d'une manière non limitative pourront avoir pour objet :

- a) Stratégie du PSC au sein du FLNKS et place du PSC au sein du FLNKS et dans les structures.
- b) Elections régionales - critères de désignation des candidats éventuels.
- c) Programmes pour les élections / Economie et Développement dans les régions.
- d) Renforcement de l'UNITE, le FLNKS doit tendre à devenir un parti unitaire avec l'expression des courants ou au contraire maintien du pluriel au sein du FLNKS
- e) Le projet de Société (définition du socialisme en pays Kanak) Economie, monnaie, culture, défense, éducation, santé, constitution etc.....

Ce travail se poursuivra jusqu'au soir et une partie de la nuit si nécessaire. Le repas du soir et l'hébergement seront assurés sur place.

DIMANCHE 11 AOUT

8H Reprise des travaux

de 8H à 9H Vote des motions de politique générale et de stratégie

de 9H à 12H Structures et fonctionnement du parti. Cotisations du PSC et au FLNKS

élection des responsables du parti et adoption des structures (éventuellement règlement intérieur)

12H Repas

14H Clôture du Congrès

Le Bureau Exécutif

NAISSANCE D'UNE PEDAGOGIE POPULAIRE

Kurys, Cica et Sija sont Marion et Nadine animatrices, et animateurs de l'EPK de Lifou, respectivement à Kejeny, Hnadro et Hunoj. Ils ont été envoyés à Nouméa par leur comité de lutte, pour y suivre un stage de conduite de réunions animé par Dominique, lui aussi animateur à l'EPK de Hnadro. A la suite de ce stage, ils se sont tous les quatre rendus à Kanala, puis à la Conception pour y échanger les points de vue, les expériences, les problèmes et les solutions.

Ils ont ainsi rencontré Odile et Augustin, animateurs à Mia où se déroulait le 20 juillet la fête de l'EPK de Kanala, et dont Xavier TONCHANE et le petit chef (coutumier et non administratif, souligne-t-il).

Le lendemain, c'est avec l'EPK de la Conception qu'ils avaient rendez-vous. Là, ils ont pu discuter avec



GATOPE

Le samedi 27 dernier, s'est tenue à Gatope Voh, une grande réunion du FLNKS de la région Nord. En accord avec les autorités coutumières et religieuses de cette tribu, le comité de lutte de Voh avait pris l'initiative de cette journée.

Gatope, tribu kanak située à trois kilomètres du village avec sa belle plage et ses habitants aux visages souriants mais déterminants, avait réservé un accueil coutumier et chaleureux aux délégués, accompagnateurs venant de toutes les communes de la région Nord.

9h - Début de la réunion et présentation des délégués. Tous étaient présents à ce grand rendez-vous, sauf celui de Koumac.

Ordre du jour :

- Compte-rendu de programme de chaque comité de lutte.
- Synthèse et élaboration d'un programme commun dont, un exemplaire a été transmis au Bureau Politique du FLNKS.
- Mise en place d'une Commission de contrôle des élus.

Un délégué par commune :

- Poum : Sylvestre
- Béleps : Eymard BOUANAOUÉ
- Hienghène : Jean-Pierre TOUBENE
- Touho : Dan GOHOUP
- Poindimié : Gustave WAKA-CEOUM
- Ponérihouen : Kajär MARADOUR
- Voh : Edmond DIELA
- Pouébo : Hubert CANA
- Koné : Joël NAWARI
- Pouembout : Yanné JERRY
- Gomen : Mme Rose GOAPANA

En fin de journée, réflexion et élaboration d'un programme du prochain congrès qui se tiendra à Wagaap Poindimié le 17 août 1985. Ce sera lors de ce congrès, que le programme commun sera exposé et approuvé définitivement par les militants de base FLNKS de la région Nord.

A noter que durant cette réunion, les militants ont accompagné les délégués dans leurs réflexions. Aux yeux de tous, délégués, militants et habitants de Gatope, l'ordre du jour a été épousé dans une ambiance calme et très détendue, dont un au-revoir coutumier et un bougna pris en commun ont clôturé cette grande journée.

Dossier

VANUATU ENVERS



Le Premier Ministre Walter LINI et son épouse.

GUD LAIF LONG

VANUATU !

"Voilà 5 ans aujourd'hui, que nous avons choisi de mettre fin au Condominium des Nouvelles-Hébrides et que nous avons célébré la naissance d'un Etat nouveau et souverain-la République de Vanuatu. Sa venue au monde fut difficile. Certains s'y opposèrent, sans pouvoir l'empêcher, car elle allait dans le sens de l'Histoire et car nous étions décidés à assouvir notre ambition d'une République de Vanuatu. Notre lutte, notre espoir et nos prières n'ont pas été vains, car ils firent de nous un peuple libre, le 30 Juillet 1980".

C'est par ces mots que M. WALTER LINI, Premier Ministre, salua dans un message adressé à la Nation la Célébration du 5ème anniversaire de la République de Vanuatu le 30 juillet 1985. Nous sommes nombreux en Kanaky à nous rappeler qu'en effet, ce 30 juillet 1980, les deux COMMISSIONNAIRES -RESIDENTS de la France et de la Grande-Bretagne descendaient d'un même mouvement et pour la dernière fois le Drapeau Tricolore et "l'Uni-

on Jack" et cédaient le mât au drapeau du Vanuatu Pati. Cette cérémonie sonnait le glas de 74 années de "cogestion coloniale" franco-britannique sur les Nouvelles-Hébrides établi depuis la Convention de Londres le 20 Octobre 1906 qui instaurait un régime de Condominium sur l'archipel. Ce jour-là, la Nation vanuataise accédait à la dignité d'Etat, "le Condominium des Nouvelles-Hébrides" s'effaçait devant l'Etat souverain de VANUATU ("l'île qui s'élève au-dessus de la mer").

Comparée à ce qui s'est passé dans maintes autres expériences de décolonisation qui ont charrié sur leurs passages leurs contingents de drames sanglants et de désillusions, on serait tenté d'en conclure que la transition vers l'Indépendance fut pour ces petits pays de l'Océanie une partie de plaisir. Il n'en fut rien dans le cas du Vanuatu qui dut faire face très vite à des tentatives de déstabilisation fomentées et financées de l'extérieur, complots qui culminèrent avec la sécession de Santo.

Si le jeune Etat ne sombra pas dans ces luttes fratricides si meurtrières qui émaillent tant de "luttes de libération", c'est là un acquis historique à mettre au crédit de la direction du VAP et de l'Etat qui surent dans ces moments difficiles faire les choix appropriés où les réalités commandaient plus à l'idéo-

logie que l'inverse.

Cinq ans après, le bilan du Vanuatu si bilan il y a à faire, est "globalement positif".

Le chaos prédit par les mauvais augures pour tenter d'infléchir la marche vers l'indépendance ne s'est pas produit. Certes le Vanuatu n'est pas prêt de revendiquer la Palme d'Or du meilleur P.I.B national par habitant du Pacifique. Mais là n'est pas le but du Vanuatu qui se contente de construire avec les atouts dont il dispose un développement réaliste et dont il ne veut surtout pas en faire un modèle transposable en d'autres lieux, à la différence de Raru Mara Sir Kamisese qui s'obstine à vouloir nous refourguer un morceau de son "indépendance pluri-ethnique" qui nous semble beaucoup trop épicee!

-Le peuple kanak salue respectueusement la commémoration du 5ème anniversaire de l'indépendance de Vanuatu. Walter LINI n'a jamais cessé de proclamer que "Vanuatu ne serait jamais véritablement indépendant tant que le peuple kanak frère resterait colonisé". Cette solidarité s'est toujours traduite en actes et ne s'est jamais démentie jusqu'à maintenant. De toutes les questions et expériences qui ont échelonné ces 5 ans d'indépendance, c'est à n'en pas douter une de celles qui méritent le plus réflexion.



ET CONTRE TOUT



ASPECTS :

La République de Vanuatu est formé d'un chapelet d'îles s'étirant sur une longueur de 800 km. La superficie des terres couvre 12.189 km² comprennant 12 îles importantes et une soixantaine de plus petites. Les terres cultivées s'étendent sur environ 61.500 hectares. Lors de l'indépendance en 1980, la nouvelle Constitution a stipulé que toutes les terres revenaient aux propriétaires coutumiers excepté celles que le Gouvernement a acquises dans l'intérêt public. Aussi les terres ne peuvent-elles appartenir qu'aux coutumiers Ni-Vanuatu et au Gouvernement. Cependant des négociations de baux fonciers sont prévues par la loi. Il faut en faire la demande auprès du Ministère des Terres. En zone rurale, les négociations doivent être faites avec les propriétaires coutumiers. La durée des baux est déterminée selon le temps requis mais la durée maximum ne dépasse pas 75 ans.

Les ressources minérales connues jusqu'à présent sont le manganèse, la pouzzolane et des matériaux pour la construction tels. Des explorations sont actuellement accomplies pour déterminer l'étendue d'éventuels gisements de cuivre, d'or, d'argent et pour évaluer la possibi-

lité, pour Vanuatu, d'exploiter son énergie hydroélectrique ou géo-thermale.

L'Agriculture joue une part très importante dans l'économie du pays puisque 95% du total des exportations est d'origine agricole. Son développement se concentre parmi la population rurale (80% environ de la population de Vanuatu) afin d'accroître le volume des terres exploitées, de récolter fruits et légumes, d'élever du bétail, de produire plus de 70% de la production de coprah (qui rapporte plus de 70% des revenus du pays) et du cacao. Le bétail de Vanuatu est estimé à environ 100.000 têtes. Vanuatu a un excédent de viande de boeuf pour la consommation locale et c'est le seul pays du Pacifique à en exporter. Deux abattoirs sont établis, l'un à Vila, l'autre à Luganville ainsi que deux conserveries. Une partie de cette production est d'ailleurs exporté par frêt aérien sur Nouméa.

L'industrie de la pêche reste sous développée en comparaison avec les autres îles de Pacifique. Un potentiel considérable existe pourtant pour développer la pêche à une plus grande échelle, ceci afin d'exploiter les ressources en bonite que recèle la zone des 2000 miles marins

et développer les possibilités de traitement.

Le Vanuatu compte 11 ports permettant le transport maritime entre les différentes îles. Le Gouvernement étudie actuellement un projet d'installation de ports pour la desserte locale, dans des endroits clés du Pays. De nombreuses compagnies maritimes ont un service régulier sur l'Europe, le Japon et l'Amérique. Vanuatu s'enorgueillit de 2 ports "d'eau profonde" à Vila et à Luganville. Le pays a 2 aéroports internationaux; Bauerfield (6km de Vila) dessert l'île d'Efaté et Pekoa, Esperitu Santo. Cinq compagnies internationales relient le Vanuatu au reste du monde.

C'est seulement depuis l'Indépendance en 1980 que le tourisme a été envisagé sérieusement comme source de revenus de l'étranger. Le Syndicat d'Initiative National a été fondé en 1981 et un Directeur du Tourisme fut désigné par les autorités. Les chiffres se sont accrus de manière significative depuis 2 ans. Le Tourisme est devenu la deuxième industrie importante du pays et les principaux marchés sont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Nouvelle-Calédonie.

LE SABRE ET LE GOUPILLON

AIMEZ-VOUS LES UNS LES AUTRES ET PARTAGEONS LE GATEAU

On se souvient encore du 24 septembre 1982, c'était la fête des Indépendantistes sur la Place des Cocotiers.

Le Front Indépendantiste, à l'époque, avait demandé à l'Eglise Evangélique et l'Eglise Catholique de concélébrer une messe à cette occasion, et seule l'Eglise Evangélique avait répondu favorablement.

Le lendemain, pour justifier son refus, l'Eglise Catholique à travers les "Nouvelles Calédoniennes," avait indiqué que c'est pour éviter une interprétation erronée qu'elle avait décidée de sa non-participation. Cette attitude de l'Eglise ne peut être autre chose qu'une décision politique, prise en fonction d'un objectif à atteindre.

On se souvient de l'enterrement de Pierre DECLERCQ, Secrétaire Général de l'Union Calédonienne, où tout le clergé n'a pas hésité un seul instant à venir défilé au grand complet, à l'avant du cortège, parce que pour les morts, il n'y a pas de décision politique tant qu'ils ne gênent plus personne.

On se souvient du serment du Père Jean de Kanala devant la tombe d'Elloï MACHORO qui lui a valu une convocation pour un rappel à l'ordre de la part de ses supérieurs.

ANTONIN MAPERI ASSASSINÉ A KOUERGOA

Le mercredi 10 juillet, au matin, à Kouergoa, tribu perchée sur la chaîne centrale près de Bouloupari, Antonin MAPERI, un jeune de 19 ans militant au PALIKA est parti à la chasse aux cerfs et aux cochons sauvages. De cette chasse, il en reviendra sur un lit de mort, assassiné par l'explosion d'une lampe piégée. Cela s'est passé dans un endroit où se trouvent plusieurs propriétés de colons dont celle de LANCEN où s'est déroulé le drame.

Cet endroit est un territoire de chasse pendant les week-end pour les colons venant de Nouméa et de Bouloupari. Sachant que les Kanak viennent y chasser durant leur ab-

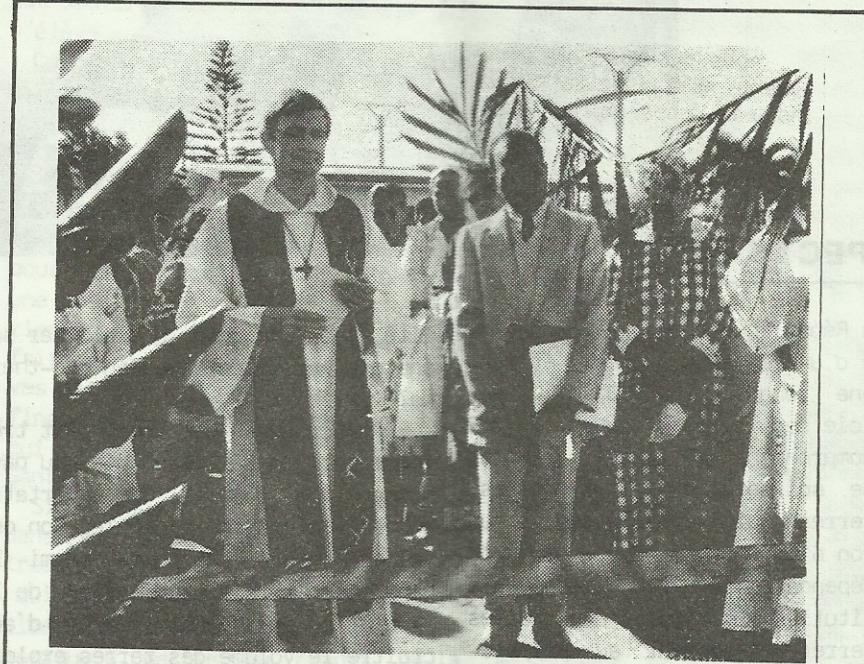
On aurait pu croire que depuis le 18 novembre 1984, l'Eglise resterait spectatrice de la situation sans prendre parti. Hélas, elle a quand même réagi à travers la décision de la Direction de l'Enseignement Catholique (DEC) d'interdire la distribution des fournitures scolaires aux écoles populaires "rebelles". Là encore, c'est une décision politique qui nous amène à poser les questions suivantes :

- 1 Quelle est la mission exacte de l'Eglise en Nouvelle-Calédonie?
- 2 Quelle société future prévoit-

elle à travers son programme scolaire?

. 3 Si l'Eglise a favorisé ouvertement l'implantation du colonialisme, n'a-t-elle pas aujourd'hui le devoir moral de prendre activement le train de la décolonisation de Kanaky? A moins que l'expérience des écoles populaires ne lui soit profitable pour mettre en place un programme scolaire plus réaliste.

Si non le rôle de l'Eglise se limitera à dire : "Aimez-vous les uns les autres, dans l'injustice, pour la paix et partageons le gâteau de la réforme foncière".



sence, ils y ont mis des pièges dans le but de tuer du Kanak. En effet, dans cette explosion, Antonin a eu le bras enlevé, sa poitrine défoncée et son cœur éclaté. Il ne fait aucun doute que ceux qui ont mis ces pièges ont bien eu l'intention de tuer du kanak.

Voilà des kanak qui ont été chassés de plaines autour de Bouloupari et refoulés sur les pentes abruptes de la chaîne centrale. La vie y est dure puisqu'il faut cultiver sur des terres pauvres et perchées sur les flancs des montagnes. C'est voulant améliorer le menu de tous les jours composé de maniocs, taros, ignames et bananes qu'Antonin est allé chasser. Quoi de plus normal que d'aller chasser dans des endroits à gibier, accaparés par

les colons pour leur loisir pendant les week-end ; c'est une question de survie pour ces gens qui vivent durement.

Ce crime ne peut provenir que des gens qui considèrent les kanaks comme des bêtes sauvages. Il est à ranger dans le même sac que les explosions de Do Kamo, du Palais de Justice, du bateau de KOLHER et les rattronnades contre les kanak du 8 mai à Nouméa ; il est l'œuvre des gens de l'extrême-droite.

Nous demandons aux kanak de faire preuve d'une très grande vigilance lorsqu'ils côtoient les propriétés de colons en brousse car il est possible que cette pratique va s'étendre un peu partout.

Extrait du KANAK no 105 (Journal du PALIKA).

L'organisation en question

Lorsque le FLNKS est né, et plus encore lorsque le Palika a annoncé officiellement sa décision de le rejoindre, certains ont sauté de joie en s'exclamant : "On a gagné !"

En ce qui concerne l'issue de la lutte, on peut dire que rien n'est encore gagné, justement, il suffit de voir les manœuvres et les atteintements du Gouvernement Central pour se rendre compte que celui-ci est loin d'être prêt à "lâcher" le morceau. Toutes ces propositions, toutes ces décisions, même si elles paraissent "bien ficelées" ne sont rien d'autre que des sucettes enrobées de démagogie, et ont toutes deux pour objectif principal d'enrayer l'élan populaire qui est né le 18 novembre.

De ce qui reste du 18 novembre, c'est l'organisation que le peuple s'est donné : un Front organisé par et pour la base, un Front de lutte, qui a prouvé son efficacité non seulement dans l'action, mais aussi en parvenant à maintenir la mobilisation intacte depuis presqu'un an, et ce malgré les mauvais coups qui n'ont cessé de lui être portés. Aucune des composantes du FLNKS n'avait pu espérer obtenir à elles seules un tel résultat, quelque soit son degré d'organisation.

Le FLNKS n'est pas un Parti, c'est vrai. Il n'a existé que parce que, les Partis lui ont donné vie, chacun apportant sa part d'expérience et d'organisation, c'est toujours vrai. Mais il est objectif de dire aussi que le FLNKS n'est pas simplement la somme de ces expériences : ce n'est pas simplement un regroupement circonstanciel de Partis pour faire face à une échéance, comme ce fut le cas du FI. Peut-être certains l'ont-ils compris comme celà. Le peuple, lui, l'a compris autrement. Cette Unité à laquelle il aspirait depuis si longtemps, qui ne soit pas une Unité de façade, qui ne soit pas l'Unité des comptables qui se regardent en chiens de faïence autour d'une urne, cette Unité de l'action et du débat où chaque point de vue est important, cette Unité du peuple qui prend l'initiative de la lutte, c'est d'abord celà, le FLNKS. Mais ce n'est pas que celà. Certains ont parlé à une époque de "restructurer" le FLNKS. Propos

inutiles pour des efforts vains. Le FLNKS se structure lui-même avec assez d'efficacité pour ne pas avoir à attendre qu'on vienne lui dire comment il faut faire. Et c'est vrai qu'ils sont efficaces les comités de lutte. Ils ont à leur actif tous les acquis de lutte, cela a été dit en congrès, à Nakéty. C'est une vérité que tout le monde reconnaît, mais dont on oublie peut-être de tirer certaines conclusions : les acquis de la lutte ne sont pas ceux du Bureau Politique, ni du Gouvernement Provisoire, ni même de tel ou tel Parti. Ce n'est pas nier le rôle des Partis que de dire celà, car tous peuvent à juste titre revendiquer leur part dans la création des conditions qui ont permis l'existence du FLNKS. Mais chercher à savoir quelle est la proportion de fraternité de tel ou tel Parti, c'est là encore faire une comptabilité qui n'a rien à voir avec la lutte.

Le FLNKS existe, évolue, se cherche et se précise. Est-il d'ores et déjà l'organisation révolutionnaire du Peuple ? Le prétendre serait prématué, et ne rendrait pas compte de ses contradictions internes et des débats qui l'animent. Mais prétendre à l'inverse que le FLNKS n'est rien d'autre qu'un conglomérat de Partis, et que sa jeunesse ne lui permet pas d'avoir une vision claire de la situation, bref que l'analyse politique donc la direction du Mouvement reste la chose gardée des Partis, c'est faire bien peu de cas du bilan des actions de ces derniers mois, c'est balayer un peu vite l'extraordinaire élan qui a conduit certains comités de lutte à réaliser en quelques mois ce qu'aucun parti n'était parvenu à faire en plusieurs années. Des exemples ? Combien de terres récupérées depuis le 18 ? Combien de coopératives mises en place ? La prise en charge par le peuple de son développement économique et social à travers les travaux collectifs, l'organisation de la production (pêche, agriculture, production artisanale telle que savon, huile, etc...). L'EPK. Bien sûr, ce n'est pas partout. Mais si la Direction du Mouvement avait su jouer son rôle de coordination, si elle avait répondu aux demandes de la base (Centrale d'Achat, pour ne citer que cet

exemple), qui sait l'ampleur qu'aurait pris la résolution votée à Nakéty ?... Mais peut-être la direction du Mouvement a-t-elle été dépassée par ce qui se passait, enfermée dans des débats et des schémas périmentés et ne correspondant plus à la nouvelle réalité. Peut-être est-ce le cas aussi des Partis (soyons plus objectifs : disons plutôt des directions de Partis).

En fait, s'il y a contradiction, s'il y a désarticulation entre la direction du FLNKS et sa base, c'est peut-être parce qu'à la base on travaille en comité de lutte (progrès par rapport à la situation antérieure), alors qu'à la tête on continue à travailler en Cartel d'organisation pour lesquelles la suspicion et la méfiance de l'autre ("Oh, mais celui-ci veut réduire mon audience électorale !"; "Oh, mais celui-là est un magouilleur !"; "Ah, mais celle-ci ne représente rien !") constituent l'essentiel de la réflexion politique.

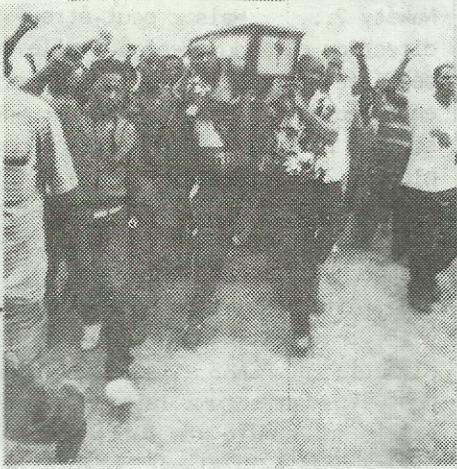
Pour que le FLNKS trouve sa cohésion, la logique progressiste veut que les comités de lutte deviennent prépondérants dans le débat, que le

Bureau Politique par exemple soit l'émanation non plus des Partis, mais des comités de lutte. Ne serait-ce que par souci d'efficacité. A l'inverse, maintenir à la tête du mouvement une structure dont l'inefficacité et l'inadaptation (rappelez-vous Néaoua) se font de plus en plus sentir, relève dans la phase actuelle de la lutte d'une variété nouvelle et pour le moins inattendu de conservatisme.

Il n'y a pas lieu de se détourner. Les choses avancent vite et s'éclaircissent. Ça réserve quelques-fois des petites surprises en route, mais conscients de l'objectif que nous nous sommes fixés, on peut avoir confiance : les camarades, les frères de lutte qui se situent toujours dans la même perspective stratégique que celle qui a été ouverte le 18 est reconfirmée à Nakéty, peu de temps après l'enterrement d'Eloi MACHORO, malgré le silence, malgré l'isolement parfois, mes camarades, mes frères, le FLNKS, c'est vous. C'est vous qui avez pris la parole, le 18, et personne ne nous fera plus jamais taire. Nous vaincrons

Philippe

AFRIQUE DU SUD

QUAND LES MORTS
ENTERRENT LES MORTS

Scène quotidienne en Afrique du Sud

Le scénario est toujours le même et a pour décor immuable les cimetières qui bordent les "townships", ces immenses et misérables banlieues où s'entassent et survivent des millions de noirs, à la périphérie du monde des "blancs". Une foule d'habitants, parmi lesquels beaucoup de jeunes, sont venus participer à l'enterrement de quelques uns des leurs, tués par la police dans les mêmes lieux et dans des circonstances identiques, quelques jours auparavant. Dès la fin de la cérémonie, les forces de l'ordre ordonnent la dispersion de la manifestation et s'emploient à dégager brutalement la chaussée. Gaz lacrimogène, grenades offensives, lances à incendie, coups de feu (balles en caoutchouc ou balles réelles). Les manifestants sont pourchassés jusque dans leurs mai-

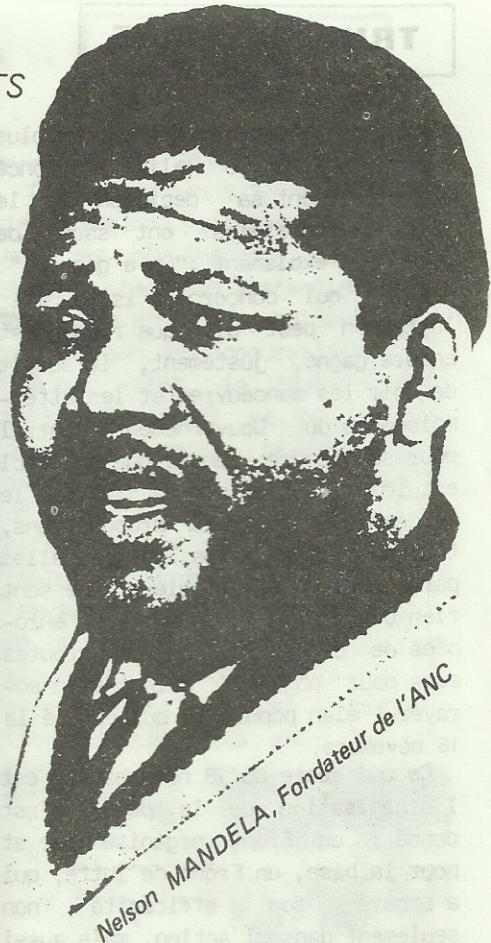
sons, les flics et les militaires procèdent à des arrestations de masse, on évacue les blessés... on relève les morts. Aujourd'hui 4, hier 27, demain 10. L'Afrique du Sud s'installe dans la barbarie sanglante conjuguée au quotidien. La vie continue, rendez-vous au prochain enterrement.

Le régime raciste sud-africain est aux abois et sombre lentement dans la décomposition et dans le piège de la terreur aveugle. Les racistes de Prétoria sont incapables de juguler la révolte qui sourde des cités noires et on ne voit pas très bien de quelle manière le pouvoir de Pieter BOTHA va se sortir de cette épreuve de force. Tous les observateurs s'accordent pour déceler dans la situation actuelle les prémisses d'une évolution à "l'iranienne". En fait, les autorités sud-africaines sont acculés dans cette tourmente à recourir encore plus loin dans la violence et la répression de masse contre le peuple noir qui sent que "le moment est venu".

Ce n'est pas la première fois au cours de son histoire que le régime sud-africain est confronté à la colère des noirs. Mais chaque fois, que ce soit en 1960 (massacre de Sharpeville) ou en 1976 (émeutes de Soweto), le calme est finalement revenu. Les promesses de réformes, les conclusions des commissions sont tombées aux oubliettes et la vie a repris son cours normal, toujours dominé par les règles d'un système, l'apartheid, dont les apparences s'estompaient mais dont les structures s'enracinaient. Aujourd'hui, la révolte est différente car elle dure depuis presque un an. Elle fait partie de la vie quotidienne sud-africaine.

Les jeunes, tout particulièrement, ne reconnaissent plus aucune forme d'autorité. Pour eux, la loi est synonyme d'apartheid. Un système qui, petit à petit, tente de s'adapter aux exigences du monde moderne mais qui reste honni à leurs yeux.

Le terrain est donc propice à la mobilisation, notamment au travers d'organisations regroupées sous la bannière du Front démocratique uni (UDF). Reste à savoir si l'état d'urgence, proclamé le 20 juillet par le Président Pieter BOTHA, vien-



Nelson MANDELA, Fondateur de l'ANC

dra à bout de l'agitation et si un jour prochain le calme sera rétabli, comme cela s'est déjà produit lors de précédentes révoltes. Il est difficile de le prévoir mais tout laisse à penser que l'embellie n'est pas en vue, même si le pouvoir pense que l'instauration du régime d'exception est le seul moyen de ramener la loi et l'ordre. Fidèle à son habitude, le régime de Prétoria n'a esquissé aucun geste de conciliation pour tenter de désamorcer la crise.

Le pouvoir paraît paralysé, se refusant à la moindre ouverture qui pourrait peut-être débloquer la situation. Dans ces conditions, on peut se demander si les offres de pourparlers étaient sincères ou si elles n'étaient que de la poudre aux yeux, comme l'affirment les dirigeants des mouvements anti-apartheid qui estiment que, de toute façon, le seul dialogue possible est celui qui peut avoir lieu avec les authentiques responsables du peuple noir et non pas avec ceux qui seront choisis par les autorités.

Le gouvernement se retranche derrière l'état d'urgence et attend. Les Noirs comptent leurs morts et dénombreront ceux des leurs qui sont en prison. Le blocage est total et la radicalisation des tensions est donc inscrite dans ce constat.



L'évêque Desmond TUTU

prix Nobel de la Paix

FORUM / RAROTONGA**LA QUESTION DU "STATUT D'OBSERVATEUR"**

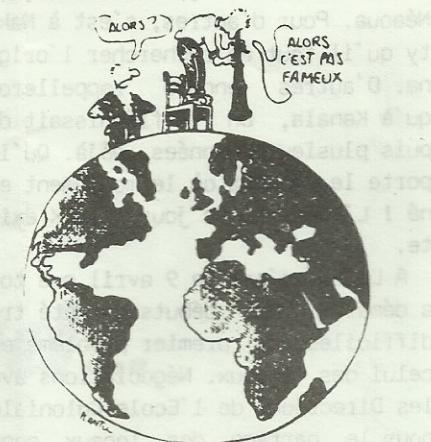
Parmi les revendications défendues par le FLNKS tant au niveau régional qu'international, outre la question de l'inscription de Kanaky sur la liste du Comité des 24 de l'ONU et la reconnaissance du Gouvernement Provisoire de Kanaky par les Etats souverains de la communauté internationale, on distingue également la question de l'accréditation officielle du FLNKS dans le Forum du Pacifique Sud au titre de "membre observateur". Cette requête du mouvement indépendantiste kanak n'est d'ailleurs pas nouvelle mais à chaque fois des Etats tels que l'Australie ont manifesté leur désaccord et fait obstruction (au F.I de l'époque), sous prétexte que cette demande, venant d'un mouvement de libération, était irrecevable, car le Forum n'était en théorie destiné qu'à réunir des Etats souverains.

Pour justifier sa démarche présente, le FLNKS soutient l'argumentation suivante :

1- Sur le plan strictement juridique, le refus d'intégrer des mouvements de libération au Forum ne trouve aucun fondement valable, dans la mesure où le Forum n'est qu'une assemblée "informelle" de chefs d'Etats (ou de gouvernements) des pays concernés de la région. Il n'y a pas à proprement parler de "Charte" du Forum, donc de règles d'admissibilité fondées sur le Droit. A priori, l'élargissement du Forum n'est qu'une question "politique" laissé à l'appréciation de chaque Etat-membre.

2- Combien même ces contraintes juridiques existeraient qu'une telle ouverture ne serait aucunement en contradiction avec la "jurisprudence" qui prévaut sur le plan international. Des organisations régionales ou continentales dans le monde, autrement plus importante que le Forum du Pacifique-Sud, admettent officiellement des mouvements de libération à cohabiter avec des Etats. Il en est ainsi par exemple de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA, qui admet et reconnaît majoritairement la R.A.S.D, émanation du Front Polisario), de la Ligue Arabe ou du Mouvement des Non-Alignés. Et même l'ONU où l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) dispose on ne peut plus officiellement d'un statut "d'observateur", même si elle n'a pas libéré un seul pouce de la Palestine du joug sioniste.

3- Cela revient en définitive à reconnaître que le problème n'est que politique. Or, de ce point de vue, le FLNKS dispose d'arguments suffisamment éloquents sinon imparables à faire valoir. Les événements du 18 Novembre ont amplement et définitivement démontré la représentativité du FLNKS dans le peuple kanak. Personne aujourd'hui ne conteste sérieusement ce fait, hormis les propagandistes de la droite coloniale qui en sont même jusqu'à contester la réalité du "peuple kanak". On est d'accord ou pas avec le FLNKS, le fait est là: le FLNKS peut se revendiquer d'être "le seul représentant légitime du peuple kanak". Le premier à en être persuadé n'est autre que... le Gouvernement Français qui a été contraint de considérer le FLNKS comme un interlocuteur, sinon privilégié, du moins incontournable. Plusieurs fois le gouvernement français, par le biais de son délégué en Kanaky ou par des médiations plus discrètes, a négocié directement avec le FLNKS. Car le FLNKS détient la clé du problème calédonien dans ses mains et parce qu'aucune solution politique n'est envisageable ni viable sans le FLNKS. Dans ces conditions, comment les Etats du Forum, qui ne sont pas directement impliqués et qui ont toujours interpellé la France sur le problème kanak, pourraient-ils aujourd'hui faire moins que la France? Ce serait illogique et contradictoire.



AUSTRALIE : Un haut responsable du Département Australien de la Défense, M. Alane WRIGLEY, a été nommé au poste de Directeur Général des Services de Renseignements Australiens (ASIO), a-t-on annoncé officiellement jeudi (11 juillet) à Canberra. M. WRIGLEY, 52 ans, Ingénieur en Aéronautique, travaillait au Département de la Défense depuis 1975, où il était secrétaire adjoint chargé des questions stratégiques et de politique internationale.

Il remplace au poste de Directeur Général de l'ASIO M. BARNETT, qui avait décidé la semaine dernière d'abandonner ses fonctions.

(Photo journal australien Consul d'Australie).

Philippines - La coalition multipartite d'opposition au gouvernement philippin a annoncé le 19 juillet son intention de traduire le président Ferdinand MARCOS devant un "tribunal du peuple", après les informations faisant état de l'implémentation de celui-ci dans un scandale immobilier.

La nouvelle alliance nationaliste (Bayan) a annoncé au cours d'une conférence de presse qu'elle préparait un "réquisitoire" contre le président MARCOS, sa femme Imelda et des proches du couple présidentiel, accusés par un quotidien américain d'avoir investi aux Etats-Unis pour plusieurs millions de dollars.

De son côté, le plus grand parti d'opposition du pays, l'organisation démocratique nationaliste unie (UNIDO) a lancé une pétition pour rassembler un million de signatures et montrer ainsi son "dégout devant le maintien au pouvoir du régime de MARCOS".

NAISSANCE D'UNE PEDAGOGIE POPULAIRE

Pour certains, ça a commencé à Néaoua. Pour d'autres, c'est à Nakéty qu'il faut en rechercher l'origine. D'autres encore rappelleront qu'à Kanala, on y réfléchissait depuis plusieurs années déjà. Qu'importe le moment où le mouvement est né ! L'EPK a vu le jour, l'EPK existe.

A Lifou, c'est le 9 avril que tout a démarré. Les débuts ont été très difficiles. Le premier problème est celui des locaux. Négociations avec les Directions de l'Ecole Coloniale pour le partage des locaux, construction à la hâte d'abris ou accueil chez une famille, on trouve toujours une solution. Puis, vient le problème du recrutement. Il y a beaucoup d'enseignants à Lifou. Mais ceux qui ont accepté de rejoindre l'EPK se comptent sur les doigts d'une main. Pour la plupart, les animateurs sont des jeunes de la tribu, qui ont eux-mêmes été rejetés du système d'enseignement colonial, parfois 3 mois avant le BAC. Le niveau va du BEPC à la Terminale. Il y a eu aussi des campagnes de dénigrement menées par certains, et qui ont ébranlé la confiance des parents.

FORMATION ET CONTENUS

Pas de telle campagne à Mia, mais on a rencontré là-bas aussi des problèmes locaux et d'animateurs. Ce sont généralement les mêmes solutions qui ont été trouvées. Cependant, les animateurs bénéficiant du travail et de l'aide qu'Adèle leur apporte en coordonnant le travail dans toute la région et en assurant leur formation.

A la Conception, c'est un peu différent. Les animateurs sont des jeunes qui ont arrêté leurs études au niveau 1ère, ou bien des parents enseignants dans l'Ecole Coloniale qui consacrent une partie de leur temps à l'EPK et assurent aussi la formation des animateurs. Cette formation est complétée par des cours par correspondance avec le CNEC (Centre National d'Enseignement par Correspondance).

Question formation, à Lifou on organise des stages. La Commission de Réflexion coordonne ce travail de formation, jouant un peu le rôle de "Conseiller Pédagogique". Cette commission est composée d'animateurs, d'enseignants et de Parents. Elle se réunit chaque semaine.



c'est pour tout le monde, enfants et adultes. Les enfants peuvent aussi nous aider à nous former".

Ce qui est sûr, c'est que l'EPK est en train de réaliser ce que l'Ecole Coloniale ne parviendra jamais à faire : l'intégration totale avec le milieu. Non seulement parce que les travaux que l'on y fait (artisanat...) ce n'est pas pour finir sur une étagère poussiéreuse dans le bureau du directeur, mais pour aider l'EPK à s'équiper, pour satisfaire aussi certains besoins des gens, mais aussi parce que la présence des parents dans l'EPK contribue à faire disparaître la frontière entre la vie à l'école et la vie tout court. L'EPK tient une place importante dans l'organisation économique et sociale de la tribu.

Pour s'équiper en matériel, par exemple, on fabrique soi-même tout ce qui peut être fabriqué sur place : tables, chaises, abris, règles... Le reste (cahiers, crayons...) doit être acheté. Il est parfois aussi "récupéré" grâce aux bons soins de l'Ecole Coloniale.

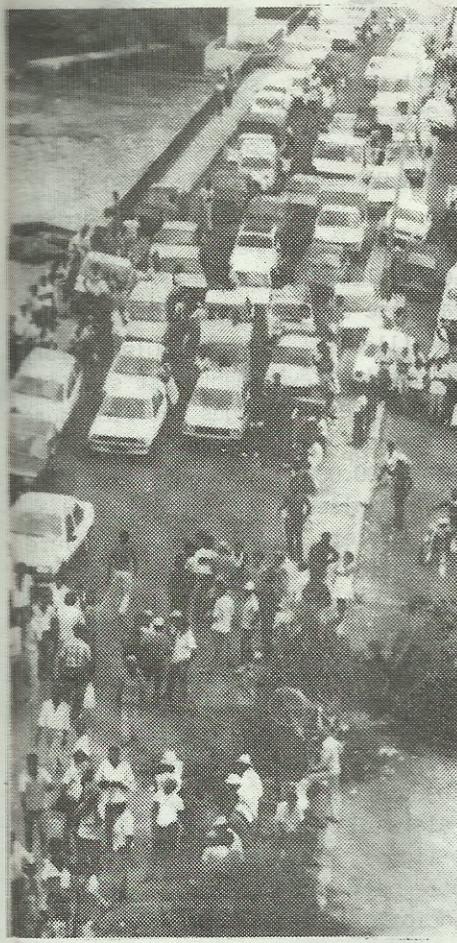
COORDONNER L'ACTION

Mais ce dont l'EPK a sans doute le plus besoin, c'est de contacts, d'échanges. Ceux de ce week-end ont sûrement apporté beaucoup aux animateurs qui les ont vécus. La rencontre entre l'EPK de Ponérihouen et celle d'Ouvéa fut certainement aussi riche. Mais c'est encore insuffisant. A Lifou, on a écrit à toutes les EPK pour leur soumettre un ensemble de réflexions, et proposer une Convention Nationale des EPK de Kanaky. Ponérihouen a déjà proposé que cette convention se tienne chez eux. La date pourrait être le 10 août. Cette convention devra permettre à toutes les EPK de se connaître, de discuter ensemble des problèmes d'étudier les solutions, d'élaborer les perspectives d'avenir, de consolider le mouvement. On parle déjà d'échanges inter EPK, de programmes de rencontre pendant les vacances, de correspondre, etc...

En ce qui concerne la pédagogie, à Kanala on travaille par thème. Si le thème choisi est l'igname, par exemple, en parlant de l'igname, on parlera de l'histoire, de la coutume, de la langue. Les autres contenus pourront aussi s'articuler autour de ce thème. A Lifou comme à la Conception, on a une évaluation quotidienne qui permet de faire le point sur le travail réalisé, et de l'améliorer chaque fois. Dans chaque EPK, on insiste sur la participation de l'enfant et des parents. "L'EPK,

Car l'EPK, malgré l'ostracisme et le mur du silence, existe bel et bien, elle sait surmonter ces difficultés, elle est dynamique, et elle gagne du terrain. Et ça, c'est déjà une victoire.

GEORGES FAISANS LIBERE



Ca y est, c'est gagné : Georges FAISANS, le patriote guadeloupéen condamné à 3 ans de prison en mars dernier et qui observait une grève de la faim depuis le 3 juin dernier à la prison de Fresnes en France, a été libéré et mis sous contrôle judiciaire par la Chambre des Appels Correctionnels de Basse-Terre.

Cette libération intervient après l'ultimatum posé par les manifestants et les organisations indépendantistes guadeloupéennes de réanimer l'agitation de rue si Georges FAISANS n'était pas libéré dans les plus brefs délais par la justice coloniale, conformément au Souhait Général de la population de l'île qui aspirait à l'apaisement.

Rappelons que le camarade Georges FAISANS, militant du MPG (Mouvement pour la Guadeloupe Indépendante) avait été condamné pour avoir blessé d'un coup de machette un enseignant blanc de la banlieue de Pointe-à-Pitre, coupable d'actes racistes envers un de ses élèves noirs. Georges avait déjà eu affaire à la Justice coloniale après la casse de "Radio VOKA", radio libre indépendantiste guadeloupéenne de Paris, fermée brutalement par la police en 1982.

La libération de Georges a provoqué une explosion de joie à Pointe-à-Pitre où des dizaines de manifestants, pour la plupart des jeunes, ont fêté comme il se doit l'événement sur les barrages qui continuent d'obstruer les rues de la capitale de la Guadeloupe.

Aux cris de "Lagé, lagé," ("Libéré, libéré" en créole) des milliers de personnes ont convergé vers le centre de Pointe-à-Pitre à l'annonce de la nouvelle. Pour Rosan MOUNIEN, dirigeant de l'UTLG (Union Générale des Travailleurs Guadeloupéens, qui avait appelé à la grève générale) "cette victoire prouve l'énorme potentiel de lutte de notre peuple".

Le peuple de Guadeloupe s'est mis debout et désormais plus rien ne sera comme avant.

"TCHEMBÉ RAID ! PAS MOLLI !"

ELOI MON FRERE

"Ils pourront tuer les Révolutionnaires

Mais jamais ils ne pourront tuer la Révolution"

(Bobby SANDS, Député Républicain Irlandais, militant de l'IRA, mort en 1980 après 60 jours de grève de la faim).

Woolongong (Australie) Samedi 12/07/85 (14 h 20) -

Une semaine de réunions, d'interviews, un grand meeting public à Sydney.

Hier, après une dure journée, direction Woolongong chez le frère John GARCIA du SWP.

Après une nuit de repos, je me réveille aux environs de 11 heures.

Les amis sont là, je leur dis bonjour et je sors dans le jardin.

John me rejoint et me prend par le bras : "Une grave nouvelle est arrivée. Eloi est mort" !

John a les larmes aux yeux.

Je vais au W.C., reviens dans la maison et rentre dans ma chambre où je m'assois sur le lit.

Mon esprit réalise alors la terrible nouvelle : "Eloi est mort ! a fait trembler le colonialisme français et dont le souvenir, enco-

Les images des moments vécus avec re, fera trembler.

le frère défilent dans ma tête : les tournées, les réunions, les discussions, les manifs, et aussi les moments de joie, de rigolades, de fêtes.



Militants révolutionnaires de Kanaky en lutte, que le souvenir d'Eloi soit la force dans laquelle nous allons puiser toute notre énergie, car le poème d'Adèle nous dit :

Fils de Kanaky
O mon Homme, O mon Fils
Ton sang versé devient
Victoire de Kanaky.

Eloi, mon Frère
Ton Combat Continue !

MATRO

Ces images défilent mais l'une d'elles revient, persiste : celle du révolutionnaire convaincu, du guerrier de la Liberté, de l'Homme au cœur pur.

Torse nu, moustache, casquette, Jean's, claquettes, lunettes.

C'était l'uniforme du guerillero kanak symbolisé par Eloi, image qui

GUADELOUPE: la kanakysation

La situation sociale et politique ou multinationales du tourisme (Club en Guadeloupe (lisez "Gwadloup" en Méditerranée) qui ne réinvestissent pas créole) c'est un peu comme son vol- même pas dans l'île. can "la Souffrière" qui gronde en. Reste le secteur tertiaire de la permanence et qui de temps à autres, fonction publique, sous l'égide to-explose.

La Guadeloupe, c'est une île grande-loupe est un Département d'Outre-Mer de comme Lifou et comptant 350.000 qui emploie un nombre important de habitants ; au Nord, la Grande-Terre guadeloupéens bien payés (grâce à un est séparée par le chenal de Basse . "indice de correction" exceptionnel-Terre au Sud. Un seul pont relie les lement élevé), mais qui creuse un deux, le pont de la Gabarre, bloqué déséquilibre social flagrant entre la semaine dernière par les barra cette minorité "d'assistés" et la ges indépendantistes.

Quelques petites îles habitées secteur privé et surtout face au gravitent autour pour former ce que nombre croissant de chômeurs. l'on peut appeler au jourd'hui la région la plus "chaude" des Antilles françaises.

La Gauche (Parti Communiste guadeloupéen et Parti Socialiste) y sont traditionnellement majoritaires. Le PCG détient notamment les plus grandes municipalités comme Pointe-à-Pitre et Basse-Terre. L'extrême-gauche et les mouvements nationalistes y sont très actifs depuis une dizaine d'années, avec une implantation significative et combattive dans les syndicats.

S'ils ne représentent électoralement que 5% des voix, ce résultat est sans commune mesure avec leur activité militante dans la jeunesse, les masses populaires et le monde du travail. Le plus gros facteur de tension en Guadeloupe est certainement le chômage qui fait de grands ravages, surtout chez les jeunes.

Si les secteurs principaux de production restent la canne à sucre, le rhum et la banane, ils connaissent régulièrement des difficultés dues à une grande concurrence sur le marché international pour ces produits ainsi qu'une limite de développement vu l'étroitesse géographique des zones de production dans l'île.

Le secteur secondaire est basé sur le tourisme ; lorsque l'on a visité la Guadeloupe, force est de constater le développement sauvage et anarchique tant au niveau du déséquilibre écologique (certaines régions touristiques sont complètement polluées), qu'au niveau de la main-d'œuvre locale où les retombées salariales sont faibles face aux super profits des firmes françaises

ouvertement les soutenir mais elle ne peut non plus ouvertement les condamner (au risque de perdre une grande partie de son électorat).

Ne parlons pas de la droite fantoche réactionnaire, elle ressemble à celle d'UKEIWE chez nous: plus française que les français eux-mêmes

D'ailleurs, l'écho populaire lors des derniers événements est significatif : les barrages les plus durs (20 autour de Pointe-à-Pitre qui compte 200.000 habitants avec sa grande banlieue) ont été érigés dans les quartiers populaires. Derrière les sentiments d'injustice liés aux revendications indépendantistes, c'est toute une révolte de la jeunesse qui monte. C'est ce qui explique la prudence du gouvernement français à réprimer brutalement cette flambée de mécontentement contre l'injustice.

Mais à l'heure où nous écrivons ces lignes, la situation est loin d'être normalisée. Et la question principale de la libération de Georges FAISANS n'est pas résolue !



Vue d'un barrage à Pointe-à-Pitre



GEORGES FAISANS

Alors ! Feu de paille ou braise qui couve ?

La réponse est entre les mains du mouvement indépendantiste guadeloupéen. De ses décisions, de ses orientations, la radicalisation de la jeunesse pourrait faire dire dès maintenant que rien ne sera plus comme avant en GWADLOUP !

DERNIÈRE MINUTE :

GEORGES FAISANS LIBERE !

LIRE PAGE 15